

**AP n°2026-MD-75-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**concernant la Société FRANCE LUZERNE, dont le siège social sis, Complexe du Mont Bernard, route de  
Suippes, CS 10149, Châlons en Champagne (51000), concernant le site qu'elle exploite sur le territoire  
de la commune de Pogny (51240), 39 rue Charles Lemaire**

**Le Préfet de la Marne**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment les articles L. 171-7 et L. 171-8, ainsi que son titre 1er du livre V ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89.A.28.IC du 27 juin 1989 autorisant la société France LUZERNE à exploiter ses installations présentes sur le territoire de la commune de POGNY ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-APC-147-IC du 14 octobre 2005 relatif à l'étude de dangers du site ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-APC-12-IC du 1<sup>er</sup> février 2023 relatif aux conditions d'exploitation de l'installation de France Luzerne, située sur le territoire de la commune de Pogny ;

**Vu** le rapport d'inspection n°D1 i 2026-159 du 3 mars 2026 suite à la visite réalisée in-situ le 27 février 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en date du 10 mars 2026 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de la société France Luzerne au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**CONSIDÉRANT** l'article 48 de l'arrêté du 4 octobre 2010, concernant la localisation des risques, qui dispose :

« L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent » ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 27 février 2026, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir au service de l'inspection un plan de son site avec l'identification des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion ;

**CONSIDÉRANT** l'article 65 de l'arrêté du 4 octobre 2010, concernant les matériels utilisables en atmosphères explosives, qui dispose :

« Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles » ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas présenté au service de l'inspection la conformité des matériels à être utilisés en atmosphère explosive ;

**CONSIDÉRANT** que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société France Luzerne de mettre son site sur le territoire de la commune de Pogny, soumis à autorisation, en conformité avec les prescriptions de l'arrêté du 4 octobre 2010 ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement :

« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...] ».

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRETE**

### **Article 1 : Actualisation du plan de zonage ATEX**

La société France Luzerne, numéro SIRET 775 668 965 00079, dont le siège social est situé, Complexe du Mont Bernard, route de Suippes, CS 10149, Châlons-en-Champagne (51000), est mise en demeure de transmettre sous trois mois un plan de son site avec l'identification des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion, concernant son établissement situé 39, rue Charles Lemaire à Pogny (51240).

### **Article 2 : Adéquation des équipements**

La société France Luzerne, numéro SIRET 775 668 965 00079, dont le siège social est situé, Complexe du Mont Bernard, route de Suippes, CS 10149, Châlons-en-Champagne (51000), est mise en demeure de transmettre sous trois mois le type, la nature et la conformité des équipements et matériels en zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion, concernant son établissement situé 39, rue Charles Lemaire à Pogny (51240).

### **Article 3 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société France Luzerne, numéro SIRET 775 668 965 00079, dont le siège social est situé, Complexe du Mont Bernard, route de Suippes, CS 10149, Châlons-en-Champagne (51000).

### **Article 4 : Délais**

Les délais sont applicables à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 5 : Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 6 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 7 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 8 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Pogny qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la société France Luzerne, numéro SIRET 775 668 965 00079 dont le siège social est situé, Complexe du Mont Bernard, route de Suippes, CS 10149, Châlons-en-Champagne (51000).

Châlons-en-Champagne, le 07 AVR. 2026

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,



Thibaut FÉLIX

